

DONNÉES

Le nombre de crimes et délits anti-LGBT en forte hausse

PUBLIÉ LE 9 OCTOBRE 2025



La police et la gendarmerie ont enregistré 3 000 crimes et délits homophobes et transphobes en 2024. Ce chiffre a triplé par rapport à 2016. Il faut interpréter sa hausse avec prudence, mais elle est inquiétante. Extrait du Centre d'observation de la société.

<https://www.inegalites.fr/nombre-crimes-delits-anti-LGBT>

Les services de police et de gendarmerie ont enregistré plus de 3 000 crimes et délits anti-lesbiennes, gays, bisexuels ou transgenres (LGBT) [1] en 2024. Ce chiffre est trois fois supérieur à celui de 2016.

Sur longue période, les Français se disent de moins en moins homophobes. Les enquêtes menées auprès de la population indiquent que le nombre de personnes qui disent avoir été victimes d'injures homophobes reste relativement stable, au moins jusqu'en 2018 [2]. Malheureusement, on ne dispose pas de données plus récentes. L'augmentation des faits constatés par le ministère de l'Intérieur peut résulter du dépôt plus fréquent de plaintes et de leur inscription comme acte anti-LGBT par les forces de police, ainsi que de l'évolution de la qualification de certaines infractions [3]. Mais cela semble difficilement expliquer l'ensemble de la progression des actes recensés. Il faudra confirmer ces données dans le temps, mais l'ampleur de cette augmentation a de quoi inquiéter. Les discours de rejet de l'homosexualité se propagent notamment rapidement par le biais des réseaux sociaux.

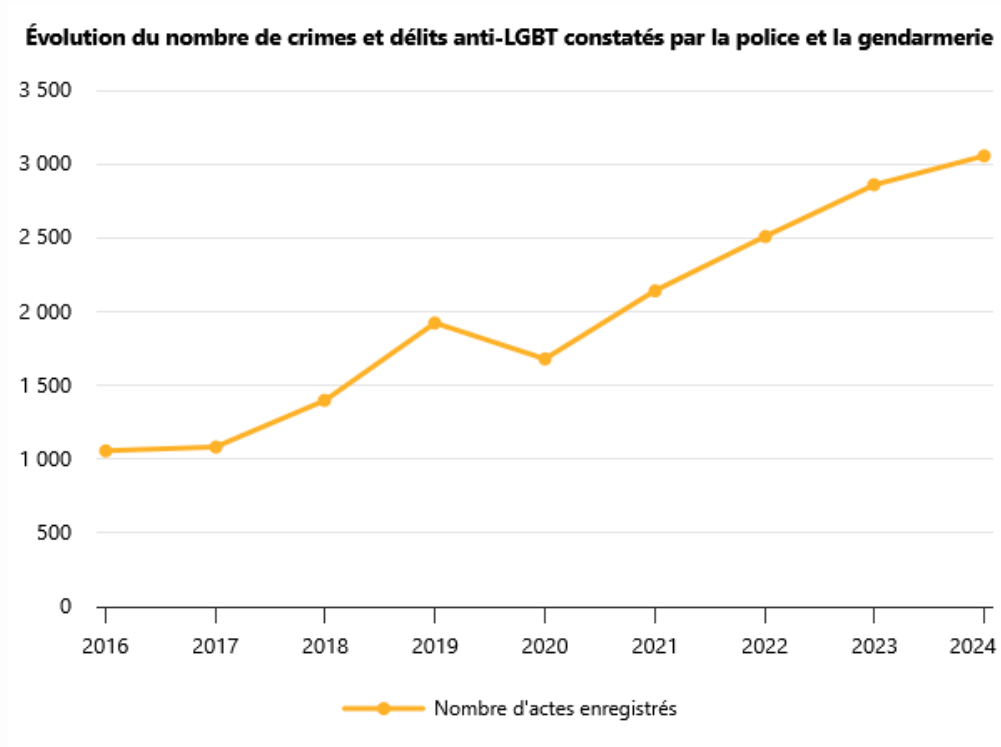
Ce contenu vous intéresse ? Soutenez les travaux de l'Observatoire des inégalités.

Je fais un don

Les victimes d'actes anti-LGBT sont dans l'immense majorité des hommes (72 %) et bien plus souvent

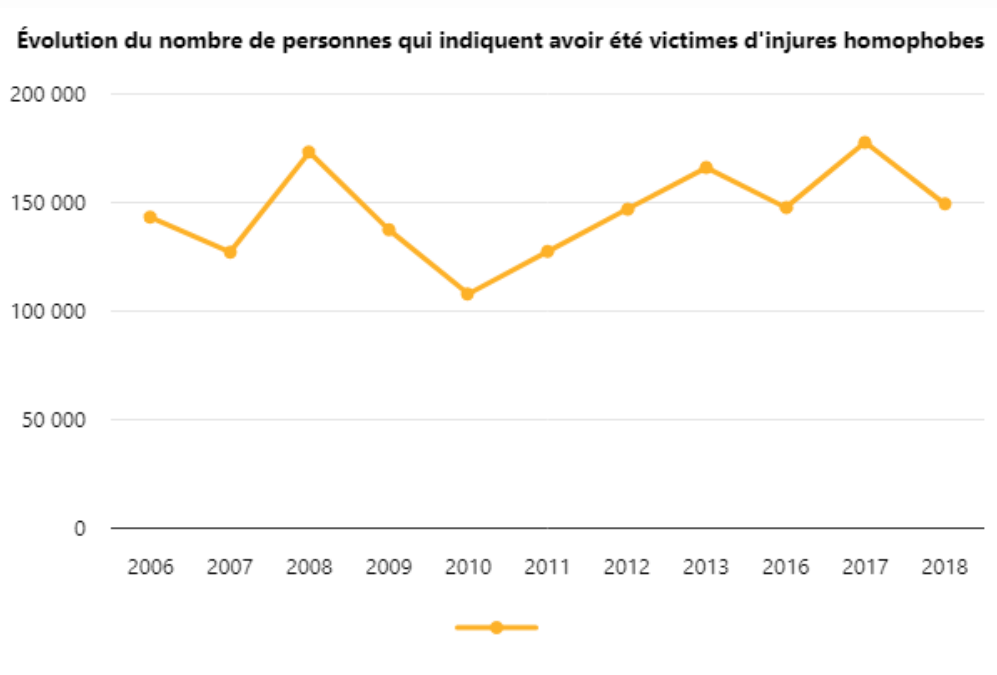
des jeunes, selon les données 2024 du ministère de l'Intérieur. La moitié ont moins de 29 ans, alors que c'est le cas de 31 % des personnes victimes de crimes et délits en moyenne. Seuls 5 % ont plus de 60 ans, contre 18 % de l'ensemble des victimes de crimes et délits. Les infractions les plus souvent citées sont majoritairement verbales : dans 32 % des cas il s'agit d'injures et pour 19 % de menaces. Dans 21 % des cas, il s'agit d'agressions graves.

Il est particulièrement difficile de mesurer l'ampleur réelle du phénomène. Selon les enquêtes menées auprès de la population, seules 20 % des victimes de menaces ou de violences anti-LGBT déclarent avoir porté plainte, et même seulement 5 % pour les injures. Une grande partie des actes ne sont pas déclarés car ils sont très difficiles à prouver, notamment ceux qui se jouent entre proches, dans l'intimité de la famille par exemple. D'après les enquêtes auprès de la population, environ 170 000 personnes disent être victimes d'injures homophobes chaque année (donnée 2018). En termes de valeurs, la société française dans son ensemble paraît être plus tolérante au fil du temps. Pourtant, au vu des dernières données, il reste un long chemin à faire pour que les différentes orientations sexuelles soient banalisées.



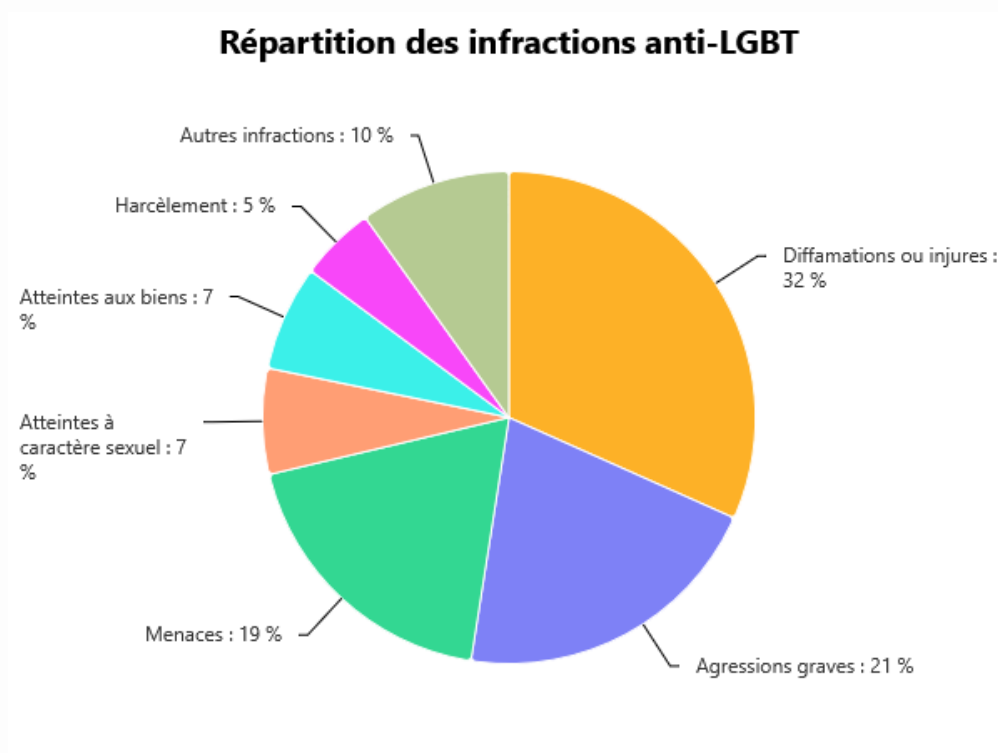
Lecture : les services de police et de gendarmerie ont enregistré 3 055 crimes et délits à caractère homophobe ou transphobe en 2024.

Source : ministère de l'Intérieur – © Observatoire des inégalités



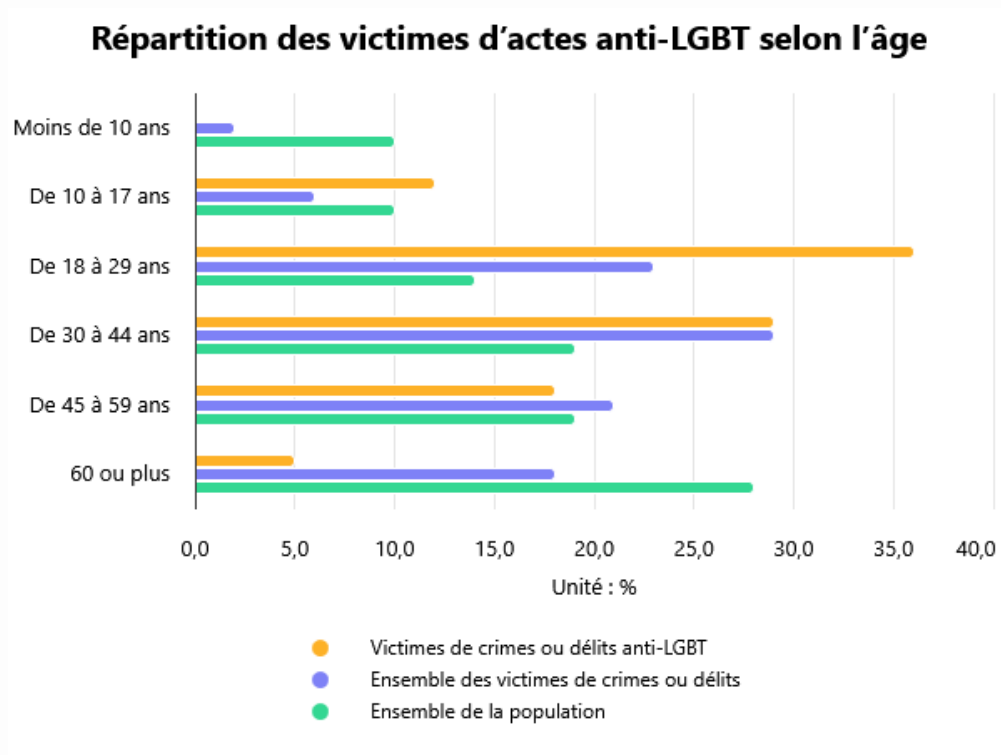
Injures orales ou écrites. Lecture : 150 000 personnes indiquent avoir été victimes d'injures homophobes en France en 2018.

Source : Insee - © Observatoire des inégalités



Lecture : dans 32 % des cas il s'agit de diffamations ou d'injures.

Source : ministère de l'Intérieur - Données 2024 - © Observatoire des inégalités



Lecture : 36 % des victimes de crimes ou délits à caractère homophobe ou transphobe ont entre 18 et 29 ans, alors que cette tranche d'âge représente 14 % de la population et 23 % de l'ensemble des victimes de crimes ou délits.

Source : ministère de l'Intérieur – Données 2024 – © Observatoire des inégalités

Article extrait du Centre d'observation de la société.

Photo / *Johanna Buguet sur Unsplash*

[1] « Légère progression des infractions anti-LGBT+ enregistrées par les services de sécurité », Info rapide n° 53, Interstats, ministère de l'Intérieur, mai 2025.

[2] « Les injures sexistes, racistes et homophobes depuis 2006 », Keltoume Larchet, Flash'crim n° 27, Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, janvier 2020.

[3] Quand un acte passe de contravention à délit.

Date de première rédaction le 17 mai 2021.

© Tous droits réservés - Observatoire des inégalités - (voir les modalités des droits de reproduction)